

La Vie Internationale

Le Pacte Atlantique

4 Juin 1949

Gavil

Le Pacte vient d'être signé avec toute la solennité désirable. Chaque participant y est allé de son discours pour en exalter les mérites. Cependant, sans parler des Communistes qui le combattent, il ne manque pas d'esprits sérieux aux Etats-Unis et surtout en France pour en contester l'efficacité. Cela vaut une mise au point.

Le gouvernement américain ne peut prendre aucun engagement sans l'appui très large de l'opinion. On se rappelle par quel travail patient le président Roosevelt amena ses concitoyens en 39-41 à accepter d'aider les Alliés par le prêt-bail et les habituer à l'idée qu'ils devraient un jour se battre eux-mêmes. C'est avec la même persévérance, des campagnes de presse savamment menées, que Truman aujourd'hui, impose au peuple américain des obligations militaires que dans l'histoire les Etats-Unis n'avaient jamais assumées, qu'ils répugnaient profondément d'assumer.

Controverse.

Cependant dans un article très remarqué du « Monde » M. Gilson croit utile de mettre l'opinion française en garde contre des illusions.

« Le bon vouloir du département d'Etat, dit-il, n'est pas en cause, mais il a devant lui le Sénat. Nous ne devons pas oublier qu'un président des Etats-Unis nous fit jadis cadeau d'une Société des Nations dont son peuple refusa de faire partie. Nous nous souvenons de la folle confiance que Clémenceau mal informé des pouvoirs du Sénat américain mit dans la promesse que Wilson lui avait faite de garantir la France contre une invasion possible. C'est encore de là que vinrent toutes les difficultés d'application du traité de Versailles. Tout Français est désormais incexcusable d'ignorer qu'un traité avec les Etats-Unis n'engage pas nos amis d'un pouce à moins qu'ils ne le fassent eux-mêmes. Si ces engagements ne nous suffisent pas, c'est avant de signer qu'il faut le dire. Après il sera trop tard. »

Et apparemment M. Gilson notait que le Pacte laisse chaque nation et naturellement les Etats-Unis libres de décider : a) si une attaque s'est réellement produite ; b) s'il convient ou non d'y répondre par les armes ; c) si l'attaque menace effectivement la sécurité de la zone atlantique.

Nous nous permettons de ne pas partager l'avis de notre éminent maître. Les Etats-Unis ont précisément compris les erreurs fatales qu'ils ont commises en 18 et en 39. Ils ont évolué. Ils se sont rendu compte que, par leur faute, la guerre d'Hitler n'a pu être évitée et ils veulent sans restriction épargner au monde, si possible, un troisième conflit. Ils en font non seulement une question d'intérêt propre mais une question morale et même religieuse. Leur mission est de préserver la paix. Car ils savent qu'ils détiennent la seule force qui le puisse faire. Les temps sont vraiment changés et les clauses restrictives en apparence que le

pacte contient ne signifient pas que les Etats-Unis se réservent un échappatoire, mais que les circonstances d'un conflit peuvent être si complexes qu'une obligation automatique de recourir aux armes serait d'une rigueur absurde et contraire à l'intérêt général en une matière aussi grave. Ils prévoient que le cas doit être délibéré et jugé d'un accord commun, ce qui est fort raisonnable.

Mais le pacte, à notre avis, ne contient aucune restriction mentale et la détermination de recourir aux armes, si l'URSS attaque un des signataires du pacte, est libre de toute condition mettre cette résolution en doute serait paraître soi-même nourrir des restrictions et se réserver le droit de retirer son épingle du jeu ce qui dans le cas envisagé serait folie. Il serait très dangereux de donner une telle impression et d'éveiller des doutes. Il faut donc considérer le pacte comme un fait sans précédent et qui exprime justement une résolution que les errements du passé ne devront pas être commises. Les votes prochains du Sénat Américain confirmeront que l'engagement pris l'est sans réserve.

Côté U.R.S.S.

L'URSS n'a fait que prendre position contre le pacte et en dehors des notes diplomatiques de pure forme, on ne devine pas encore la riposte ni même, s'il y en aura une. L'URSS est en effet aux prises avec des difficultés croissantes dont la principale est une révolte de plus en plus forte des peuples satellites malgré les épurations qui se succèdent.

En Bulgarie.

C'est en Bulgarie que le torchon brûle. Dimitrov se débat avec une opposition ouverte. L'exemple de Tito, sa résistance jusqu'ici efficace aux ordres du Kominform a partout des échos. Il a fallu arrêter le vice-président du Conseil Kostov, deux ministres et 300 hauts fonctionnaires considérés comme hostiles aux ordres de Moscou.

En Tchécoslovaquie la grève perlée des masses ouvrières met en échec les projets du gouvernement et on devine parmi ses membres des dissensions qui pourraient bien amener une vague d'épuration. Les masses en veulent à la Russie de les avoir privées des bénéfices du plan Marshall et de piller et de vider leur patrie au lieu de leur fournir une aide. Tito a cité des chiffres : les marchandises livrées à l'U.R.S.S. par la Yougoslavie l'étaient au dixième de leur prix de revient et les fournitures Russes rares et de mauvaise qualité, fort au dessus du prix mondial. L'opposition à la tutelle de Moscou a des raisons économiques encore plus que sentimentales. On ne pardonne pas au bolchevisme d'accentuer la misère tandis que de l'autre côté du rideau l'abondance renaît. Si bien qu'on peut dire déjà sans paradoxe que le communisme fait plus de tort à la cause révolutionnaire qu'il ne la sert et qu'il est de toute évidence l'instrument de la politique russe plutôt que de la libération des travailleurs.

CRITON.